BANQUE DU CANADA
BANK OF CANADA

Rapport financier trimestriel

30 septembre 2012

Non audité

Table des matières

Contexte du rapport financier trimestriel 3
Perspectives financières et Plan à moyen terme 2010-2012 3
Analyse des résultats financiers 5
Points saillants de l'état de la situation financière (non audité) 5
Points saillants de l'état du résultat global (non audité) 7
Points saillants et faits nouveaux d'ordre opérationnel 10
Fonctionnement et programmes 10
Conseil d'administration et personnel 10
Analyse des risques 11

Contexte du rapport financier trimestriel

La Banque du Canada (la Banque) élabore et applique les politiques relevant de son mandat, notamment en ce qui concerne ses quatre grandes fonctions, à savoir la Politique monétaire, le Système financier, la Monnaie et la Gestion financière. Une analyse des états financiers de la Banque ne peut rendre compte de l'intégralité de ses activités et de ses opérations, étant donné que celles-ci n'ont pas pour objet de générer des revenus ou des profits. La Banque veille certes à ce que ses états financiers fournissent des renseignements complets sur son travail, mais cette information ne saurait permettre à elle seule de comprendre la totalité de ce qu'accomplit la Banque.

Le rapport annuel de la Banque pour l'année 2011 comprend le rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2011. Le rapport de gestion renferme une analyse détaillée des opérations de la Banque et de leurs incidences sur ses résultats financiers, sa capacité de produire des résultats et ses principaux secteurs de risque. Les renseignements contenus dans le rapport annuel et le rapport de gestion s'appliquent au trimestre considéré, à moins d'indication contraire dans le présent rapport.

Ce rapport financier trimestriel doit être lu conjointement avec les états financiers inclus dans le présent rapport ainsi qu'avec le rapport annuel de 2011.

Ce rapport a été rédigé conformément à l'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et selon les directives données dans la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* publiée par le Secrétariat du Conseil du Trésor. Sa rédaction incombe à la direction et il a été approuvé par le Comité de la vérification et des finances du Conseil d'administration.

Perspectives financières et Plan à moyen terme 2010-2012

Le Plan à moyen terme (triennal) est le principal document de planification dans lequel la Banque établit ses priorités stratégiques. Le plan actuel prévoit les priorités suivantes : mener des travaux de pointe en matière de recherche et d'analyse des politiques; renforcer la résilience des systèmes et l'infrastructure; attirer, retenir et motiver les employés; dévoiler et émettre une nouvelle série de billets de banque.

Comme il est indiqué dans le rapport de gestion, pour suivre l'évolution de ses charges, la Banque se penche, d'une part, sur les charges opérationnelles totales publiées dans les états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière (les IFRS) et, d'autre part, sur les charges opérationnelles relevant du Plan à moyen terme[1]. Celles-ci constituent un sous-ensemble du total des charges opérationnelles publiées dans les états financiers.

---

[1] Les charges opérationnelles relevant du Plan à moyen terme ne sont pas considérées comme une mesure uniformisée, conforme aux IFRS. Décrites dans le rapport de gestion, elles ne prennent pas en compte les coûts qui affichent une forte volatilité ou qui ne peuvent être prévus avec précision.

La Banque prévoit ses charges opérationnelles en tenant compte du Plan à moyen terme. Conformément à l'engagement qu'elle a pris à la fin de 2010, lors de la mise à jour du plan financier du Plan à moyen terme triennal donnant suite à la directive du gouvernement fédéral, son plan financier de 2012 a maintenu à 342 millions de dollars les charges opérationnelles relevant du Plan à moyen terme. Au début de l'exercice 2012, on s'attendait à ce que les charges relevant du Plan à moyen terme soient plus élevées en 2012 qu'en 2011 à cause du calendrier des dépenses associées aux projets pluriannuels de la Banque.

À l'issue des neuf premiers mois de 2012, les charges opérationnelles relevant du Plan à moyen terme sont légèrement inférieures aux prévisions, et l'on estime que ce sera encore le cas à la fin de l'exercice en cours.

Charges exclues du Plan à moyen terme

Billets de banque

Les coûts liés à la production des billets de banque varient en fonction du volume et sont exclus du plan financier du Plan à moyen terme. La Banque a projeté en 2012 une augmentation de ces coûts attribuable au lancement de deux coupures de la série en polymère, soit celle de 50 dollars et celle de 20 dollars, largement utilisée. Même si le coût de production initial des billets en polymère est plus élevé, leur durée de vie prévue est deux fois et demie plus longue que celle des billets en papier de coton.

Le lancement de la coupure de 50 dollars de la série en polymère a eu lieu en mars 2012 et celui de la coupure de 20 dollars, après la fin du trimestre, soit le 7 novembre 2012.

Les coûts associés à la production des billets de banque pour les neuf premiers mois de 2012 sont moins élevés qu'escompté, mais ont augmenté par rapport à l'exercice précédent. À la fin de 2012, les coûts des billets pour l'exercice devraient être inférieurs aux 150 millions de dollars envisagés, étant donné le changement des volumes de production attendus pour les coupures de 50 et de 20 dollars de la série en polymère. Pour les neuf premiers mois de 2012, les coûts des billets se sont établis à 68,1 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 40,1 millions de dollars par rapport à la même période en 2011.

Avantages du personnel futurs

Les charges relatives aux avantages du personnel futurs ne se rapportant pas à l'exercice courant sont exclues du plan financier du Plan à moyen terme étant donné leur volatilité découlant des variations des taux d'actualisation. On s'attendait à ce que ces coûts affichent une hausse d'environ 8 millions de dollars en 2012 par rapport à l'exercice précédent étant donné le fléchissement du taux d'actualisation de 115 points de base.

Dépenses en immobilisations

En 2012, des dépenses en immobilisations de 55 millions de dollars sont projetées au chapitre des opérations courantes et des investissements stratégiques. Pour les neuf premiers mois de l'année, les dépenses en immobilisation totalisaient 31 millions de dollars.

État de la situation financière

En ce qui concerne le plan de gestion de la liquidité prudentielle du gouvernement canadien, on prévoyait que les dépôts de ce dernier détenus à la Banque augmenteraient de 10 milliards de

dollars au cours de l'exercice 2012. Au 30 septembre 2012, le dépôt associé au plan de gestion de la liquidité prudentielle s'élevait à 8 milliards de dollars.

Analyse des résultats financiers

Points saillants de l'état de la situation financière (non audité)

(En millions de dollars canadiens)

	30 septembre 2012	31 décembre 2011	Variation ($)	Variation (%)
Actif				
Trésorerie et dépôts en monnaies étrangères	**4,4**	11,7	(7,3)	(62,4)
Prêts et créances	**100,9**	1 530,8	(1 429,9)	(93,4)
Placements	**72 855,8**	62 424,2	10 431,6	16,7
Immobilisations corporelles	**183,7**	176,6	7,1	4,0
Immobilisations incorporelles	**52,3**	44,6	7,7	17,3
Autres éléments d'actif	**48,3**	59,3	(11,0)	(18,5)
	73 245,4	64 247,2	8 998,2	14,0
Passif et capitaux propres				
Billets de banque en circulation	**60 342,2**	61 028,8	(686,6)	(1,1)
Dépôts	**11 942,2**	2 481,0	9 461,2	381,3
Autres éléments de passif	**533,9**	312,8	221,1	70,7
Capitaux propres	**427,1**	424,6	2,5	0,6
	73 245,4	64 247,2	8 998,2	14,0

À la clôture du troisième trimestre de 2012, l'actif de la Banque s'élevait à 73 245,4 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 14,0 % par rapport à la fin de 2011. Cette augmentation résulte dans une large mesure d'un accroissement du passif découlant d'une hausse des sommes détenues par la Banque à titre de dépôts liés au plan de gestion de la liquidité prudentielle du gouvernement du Canada.

Les prêts et créances ont connu une baisse de 1 429,9 millions de dollars depuis le 31 décembre 2011. Il n'a pas été nécessaire d'effectuer de prises en pension à la fin de septembre. Au 30 septembre 2012, les prêts et créances de 100,9 millions de dollars consistaient principalement en des avances relatives aux soldes de règlement dans le Système de transfert de paiements de grande valeur.

L'accroissement des placements, qui se chiffre à 10 431,6 millions de dollars, s'explique surtout par les achats d'obligations du gouvernement du Canada destinés à compenser la hausse des dépôts détenus pour le plan de gestion de la liquidité prudentielle du gouvernement. Les obligations du gouvernement du Canada ont augmenté de 9 789,2 millions de dollars et les bons du Trésor du gouvernement du Canada, de 634,4 millions de dollars. Le reste de l'écart

est attribuable à la variation de la juste valeur du placement de la Banque en actions de la Banque des Règlements Internationaux (BRI).

L'augmentation des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles tient aux dépenses en immobilisations de 31,0 millions de dollars, qui sont contrebalancées par des amortissements de 16,2 millions de dollars. Les dépenses en immobilisations engagées au cours des trois premiers trimestres de 2012 comprennent une somme de 14 millions de dollars liée au Programme d'amélioration de la continuité des opérations et au projet de modernisation des ascenseurs du complexe du siège. En outre, la Banque a effectué des dépenses de 17 millions de dollars pour la mise à niveau de ses systèmes vieillissants, comme il est indiqué dans son plan à moyen terme. Le projet le plus important est le Programme sur les applications relatives aux adjudications et aux opérations sur les marchés, qui vise à permettre le traitement en aval de bout en bout et à renforcer la capacité de continuité des activités.

La valeur des autres éléments d'actif a diminué de 11,0 millions de dollars depuis le 31 décembre 2011, en raison surtout de la baisse de l'actif au titre des prestations définies découlant des pertes actuarielles enregistrées en 2012. Cette perte est attribuable aux réductions au cours de l'exercice du taux d'actualisation servant à calculer la valeur de l'obligation au titre des prestations définies, comme il est mentionné à la section Autres éléments du résultat global.

L'élément de passif constitué par les billets de banque en circulation accuse un recul de 686,6 millions de dollars (1,1 %) depuis le 31 décembre 2011, ce qui reflète les tendances saisonnières au cours de la période.

Les principaux éléments comptabilisés au passif en tant que dépôts sont le dépôt de 2 380,5 millions de dollars correspondant aux soldes de fonctionnement détenu pour le compte du gouvernement du Canada et le dépôt de 8 000 millions de dollars détenu pour le plan de gestion de la liquidité prudentielle du gouvernement. La part des dépôts se rapportant au fonctionnement est tributaire des besoins de trésorerie du gouvernement, et les fluctuations qui surviennent sont imputables aux décisions de celui-ci en matière de gestion des flux de trésorerie. Au 30 septembre 2012, les dépôts s'étaient accrus de 9 461,2 millions de dollars par rapport à la fin de l'exercice 2011, surtout parce que le dépôt détenu pour le plan de gestion de la liquidité prudentielle avait gagné en importance.

Les autres éléments de passif ont marqué une hausse de 221,1 millions de dollars comparativement à la fin de l'exercice 2011, en grande partie du fait que la somme à verser au Receveur général du Canada a augmenté. Le résultat net tiré des actifs de la Banque, déduction faite des charges opérationnelles et des sommes affectées à ses réserves, est versé chaque année au Receveur général. Au 30 septembre 2012, la somme à verser s'élevait à 251,0 millions de dollars[2], contre 78,4 millions de dollars au 31 décembre 2011. La hausse des autres éléments de passif tient également à l'accroissement de l'obligation au titre des

[2] Pendant la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, la Banque a versé au Receveur général une somme de 78,4 millions de dollars liée au résultat net de 2011 et une autre de 525 millions de dollars liée au résultat net de 2012 (contre une somme de 126,1 millions de dollars liée au résultat net de 2010 et une autre de 675 millions de dollars liée au résultat net de 2011 versées au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2011).

prestations définies postérieures à l'emploi attribuable à la baisse du taux d'actualisation servant à évaluer cette obligation.

Depuis le 31 décembre 2011, les capitaux propres de la Banque ont été touchés par une augmentation de 2,5 millions de dollars de la variation de la juste valeur liée principalement au placement de la Banque en actions de la BRI, qui a été comptabilisée dans les autres éléments du résultat global et ajoutée à la réserve disponible à la vente dans les capitaux propres.

Points saillants de l'état du résultat global (non audité)

Résultats pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 30 septembre 2012
(En millions de dollars canadiens)

	Période de trois mois close le 30 septembre		Variation		Période de neuf mois close le 30 septembre		Variation	
	2012	2011	($)	(%)	2012	2011	($)	(%)
Produits								
Produits d'intérêts	**422,7**	401,7	21,0	5,2	**1 227,3**	1 218,4	8,9	0,7
Charges d'intérêts	**(24,6)**	(5,8)	(18,8)	(324,1)	**(57,0)**	(16,6)	(40,4)	(243,4)
Autres produits	**2,3**	2,3	0,0	0,0	**7,2**	6,9	0,3	4,3
Total des produits	**400,4**	398,2	2,2	0,6	**1 177,5**	1 208,7	(31,2)	(2,6)
Charges								
Frais de personnel	**41,5**	34,8	6,7	19,3	**130,6**	117,0	13,6	11,6
Billets de banque – Recherche, production et traitement	**30,8**	4,3	26,5	616,3	**68,1**	28,0	40,1	143,2
Entretien des immeubles	**6,6**	6,6	0,0	0,0	**19,0**	18,1	0,9	5,0
Technologie et télécommunications	**7,5**	7,6	(0,1)	(1,3)	**19,8**	17,8	2,0	11,2
Amortissements	**5,5**	4,3	1,2	27,9	**16,2**	12,9	3,3	25,6
Autres charges opérationnelles	**18,3**	19,1	(0,8)	(4,2)	**56,2**	57,0	(0,8)	(1,4)
Total des charges	**110,2**	76,7	33,5	43,7	**309,9**	250,8	59,1	23,6
Résultat net	**290,2**	321,5	(31,3)	(9,7)	**867,6**	957,9	(90,3)	(9,4)
Autres éléments du résultat global	**(52,1)**	(65,7)	13,6	(20,7)	**(89,1)**	(44,6)	(44,5)	99,8
Résultat global	**238,1**	255,8	(17,7)	(6,9)	**778,5**	913,3	(134,8)	(14,8)

L'actif et le passif de la Banque sous-tendent ses mandats fonctionnels. Ainsi, ses activités et ses opérations n'ont pas pour objet de maximiser le résultat net. L'essentiel des revenus de la Banque provient des intérêts générés par les titres du gouvernement du Canada dont elle a fait l'acquisition, ces intérêts fluctuant en fonction des conditions du marché.

Les résultats obtenus depuis le début de l'exercice concordent en grande partie avec les tendances et les incidences pour le trimestre clos le 30 septembre 2012.

Produits

Les produits du troisième trimestre de 2012 totalisaient 400,4 millions de dollars, affichant une hausse de 2,2 millions de dollars, soit 0,6 %, par rapport à la même période de l'exercice précédent. Sur une base cumulée depuis le début de l'exercice, les produits ont régressé de 31,2 millions de dollars, soit 2,6 %, comparativement à la même période en 2011. La diminution des produits est imputable à des rendements plus faibles des titres du gouvernement en 2012 par rapport à 2011.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, les produits d'intérêts de la Banque de 1 227,3 millions de dollars provenaient pour l'essentiel des intérêts générés par les bons du Trésor et les obligations, qui ont progressé de 8,6 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2012, par rapport à la même période en 2011. La hausse des produits d'intérêts est attribuable aux placements plus élevés, qui sont contrebalancés par les rendements plus faibles des obligations et des bons du Trésor nouvellement acquis, comparativement aux rendements que procurent les placements qui arrivent à échéance.

Les intérêts issus des prises en pension et les dividendes tirés des placements de la Banque en actions de la BRI sont demeurés relativement stables par rapport à 2011.

Les produits de la Banque sont comptabilisés déduction faite des intérêts versés sur les dépôts du gouvernement du Canada. La hausse des dépôts du gouvernement du Canada a entraîné une augmentation des charges d'intérêts sur les dépôts de 18,8 millions de dollars au troisième trimestre, et de 40,4 millions de dollars depuis le début de l'exercice, comparativement aux mêmes périodes en 2011. Les taux d'intérêt appliqués aux dépôts sont calculés en fonction des taux du marché et n'ont pas beaucoup changé au cours des périodes comparables de 2011.

Les produits que tire la Banque d'autres sources se sont légèrement accrus par rapport à 2011.

Charges

Les charges opérationnelles cadrent avec les attentes pour 2012 et ont augmenté par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement des coûts liés au lancement de la série de billets de banque en polymère et des fluctuations normales des charges opérationnelles. Les charges du trimestre considéré ont été supérieures de 33,5 millions de dollars à celles du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Sur une base cumulée depuis le début de l'exercice, les charges se sont accrues de 59,1 millions de dollars comparativement à 2011.

Les coûts associés à la production des billets de banque dépassent respectivement de 26,5 millions de dollars et de 40,1 millions de dollars les niveaux correspondants de 2011 pour le trimestre et la période écoulée depuis le début de l'exercice. Ce dépassement résulte d'une expansion du volume de billets reçus et du coût unitaire[3] plus élevé des nouveaux billets de banque en polymère relativement à celui des billets en papier de coton. Au cours des neuf premiers mois de 2012, 316 millions de billets en polymère ont été reçus, comparativement à 210 millions de billets en papier de coton à la même période en 2011.

Exclusion faite de l'incidence des nouveaux billets de banque, l'accroissement des charges est de 19 millions de dollars depuis le début de l'exercice et touche surtout les frais de personnel, les coûts afférents à la technologie et les amortissements. L'augmentation des charges d'une année à l'autre tient essentiellement au calendrier des dépenses associées aux projets d'investissements stratégiques pluriannuels de la Banque et à la hausse des coûts des régimes d'avantages du personnel futurs découlant des variations du taux d'actualisation.

Les frais de personnel se sont accrus de 6,7 millions de dollars au cours du trimestre et de 13,6 millions de dollars pour les trois premiers trimestres de 2012, par rapport aux mêmes

[3] La durée de vie prévue des nouveaux billets de banque en polymère est d'au moins deux fois et demie plus longue que celle des billets en papier de coton.

périodes en 2011. L'augmentation des coûts s'explique par l'embauche de personnel temporaire supplémentaire dans le cadre des projets stratégiques et par l'alourdissement des coûts liés aux régimes d'avantages du personnel futurs.

La hausse de 2 millions de dollars des coûts afférents à la technologie pour les neuf premiers mois de 2012 est attribuable aux investissements destinés à l'amélioration des systèmes informatiques.

Les charges d'amortissement ont crû de 1,2 million de dollars pour le trimestre et de 3,3 millions de dollars depuis le début de l'exercice, comparativement aux mêmes périodes en 2011. La hausse des coûts concorde avec celle des actifs amortissables, conformément aux prévisions du Plan à moyen terme.

Les autres charges opérationnelles, dont l'entretien des immeubles, demeurent essentiellement aux mêmes niveaux qu'en 2011.

Résultat net

Le résultat net a atteint 290,2 millions de dollars pour le trimestre et 867,6 millions de dollars depuis le début de l'exercice. La baisse du produit net des placements et l'accroissement des charges ont entraîné des déclins de 31,3 millions de dollars et de 90,3 millions de dollars, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de 2011.

Autres éléments du résultat global

Les autres éléments du résultat global, qui se chiffrent à -52,1 millions de dollars pour le trimestre, consistent en une baisse de 10,8 millions de dollars de la juste valeur des actifs disponibles à la vente et en des pertes actuarielles de 41,3 millions de dollars au titre des régimes d'avantages du personnel futurs. Sur une base cumulée depuis le début de l'exercice, les autres éléments du résultat global comprennent une augmentation de la juste valeur des actifs disponibles à la vente de 2,5 millions de dollars et des pertes actuarielles de 91,6 millions de dollars.

Les actifs disponibles à la vente comprennent les bons du Trésor du gouvernement du Canada et les actions de la BRI détenues par la Banque. Les variations cumulatives de la juste valeur sont comptabilisées dans la réserve d'actifs disponibles à la vente comme élément des capitaux propres. Au 30 septembre 2012, cette réserve s'établissait à 297,1 millions de dollars et elle était principalement constituée d'une somme correspondant à la variation de la juste valeur du placement de la Banque en actions de la BRI.

Conformément aux IFRS, la Banque comptabilise immédiatement la totalité des écarts actuariels relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi dans les autres éléments du résultat global à chaque période de présentation de l'information financière. Les pertes actuarielles découlent de la différence entre le rendement réel et le rendement attendu des actifs des régimes, ainsi que du taux d'actualisation utilisé pour évaluer l'obligation au titre des prestations définies. Les pertes actuarielles enregistrées en 2012 sont attribuables à la réduction du taux d'actualisation servant à calculer la valeur de l'obligation au titre des prestations définies, qui a été compensée par une hausse des rendements des actifs des régimes.

Points saillants et faits nouveaux d'ordre opérationnel

Les principaux changements en matière de fonctionnement, de personnel et de programmes exposés ci-après sont survenus depuis le 30 juin 2012.

Fonctionnement et programmes

Au cours du trimestre, le Conseil d'administration de la Banque a approuvé le programme visant la remise à neuf et la modernisation du bâtiment vieillissant du siège. La majorité des 1 200 employés de la Banque travaillent dans les bureaux de son siège, et c'est là aussi que sont exercées un certain nombre d'activités spécialisées, entre autres : traitement quotidien de 15 milliards de dollars de paiements par l'intermédiaire du système de transfert de gros paiements; activités de négociation portant sur plus de 600 milliards de dollars de dette et 68 milliards de dollars de réserves de change du gouvernement fédéral; essais et études sur la monnaie en laboratoire; analyses économiques et financières de pointe.

Il est indispensable que la Banque dispose d'installations de travail résilientes pour continuer à exécuter son mandat. Les systèmes essentiels du bâtiment arrivent au terme de leur vie utile. Le bâtiment a 35 ans. Les installations de plomberie, d'électricité ainsi que de chauffage et de ventilation doivent être rénovées. L'immeuble doit aussi être mis aux normes en matière de bâtiment, de résistance aux séismes et de prévention des incendies, de façon à offrir aux employés un milieu de travail sain et sans risque. Une mise à niveau s'impose en outre sur le plan de la sécurité du bâtiment, car les besoins à cet égard ont évolué depuis les années 1970, époque à laquelle le bâtiment actuel a été construit. Les installations modernisées seront plus écoénergétiques et moins coûteuses à exploiter, et permettront de faire un usage plus optimal de l'espace. Le Plan à moyen terme 2013-2015 de la Banque prévoit des coûts de construction de 460 millions de dollars. Le plan financier tient également compte des autres coûts ponctuels liés à la réinstallation du personnel pendant la durée des travaux.

Conseil d'administration et personnel

Une description complète de la composition du Conseil d'administration et de la Haute Direction de la Banque, ainsi que des fonctions de leurs membres, figure dans le rapport annuel pour 2011.

Le Conseil de gestion de la Banque compte parmi ses membres deux sous-gouverneurs responsables respectivement des fonctions Politique monétaire et Système financier de la Banque. Conformément au plan visant à alterner périodiquement les sous-gouverneurs affectés au Conseil de gestion, les sous-gouverneurs Jean Boivin et Agathe Côté ont remplacé John Murray et Tim Lane à ce titre en date du 6 septembre 2012.

La composition du Conseil d'administration n'a pas changé au cours du trimestre.

Un certain nombre de nominations touchant le Conseil d'administration et la Haute Direction ont été annoncées après la fin du trimestre.

Le 26 novembre 2012, la Banque a annoncé que Sa Majesté la Reine a approuvé la nomination de Mark Carney à titre de gouverneur de la Banque d'Angleterre. Son mandat prendra effet le 1er juillet 2013. Le gouverneur Carney restera en poste jusqu'au 1er juin 2013 afin que la

passation des pouvoirs au prochain gouverneur de la Banque du Canada se déroule en douceur. Un comité spécial du Conseil d'administration, formé des administrateurs indépendants, sera mis sur pied et chargé de piloter le processus de recrutement en vue de la sélection d'un nouveau gouverneur.

Le 15 octobre 2012, le sous-gouverneur Jean Boivin a été nommé sous-ministre délégué du ministère des Finances. Le processus de sélection de son successeur au sein du Conseil de direction et du Conseil de gestion est en cours. En outre, le 6 novembre 2012, le ministre des Finances a annoncé la nomination de Phyllis Clark et de Derek Key au Conseil d'administration.

Analyse des risques

La section traitant des risques, dans le rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2011, présente le cadre de gestion des risques et le profil de risque de la Banque. On y fait l'examen des principaux secteurs de risque : le risque financier, le risque d'entreprise, le risque lié aux activités, le risque lié au personnel et le risque opérationnel. Les risques financiers sont analysés en détail dans les notes complémentaires aux états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2011, qui figurent dans le rapport annuel pour 2011 de la Banque.

Comme il est indiqué dans la section ci-dessus, Points saillants et faits nouveaux d'ordre opérationnel, la Banque s'apprête à mettre en œuvre un programme visant à moderniser les installations de son siège au cours de la période d'application de son prochain plan à moyen terme. La Banque s'engage à exécuter ce programme de manière à assurer une gouvernance efficace, une saine gestion financière et une bonne intendance des fonds publics. Le profil de gestion des risques de la Banque a été mis à jour afin d'y intégrer une surveillance active des risques associés au programme.

Les autres risques dont fait état le rapport de gestion demeurent les principaux risques auxquels la Banque pourrait être exposée, et aucun changement significatif n'a été constaté dans l'une ou l'autre des catégories de risques ou dans l'appréciation de ces risques comparativement à la fin de l'exercice précédent.

BANQUE DU CANADA
BANK OF CANADA

États financiers intermédiaires résumés de

LA BANQUE DU CANADA

(non audités)

au 30 septembre 2012
et pour les périodes de trois et de neuf mois closes à cette date

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers intermédiaires résumés conformément aux exigences de la Norme comptable internationale 34, intitulée *Information financière intermédiaire*, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers intermédiaires résumés exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans le rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers intermédiaires résumés.

À notre connaissance, ces états financiers intermédiaires résumés non audités présentent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats des activités et des flux de trésorerie de l'institution à la date et pour les périodes visées dans les états financiers intermédiaires résumés.

M. Carney, gouverneur

S. Vokey, CA, comptable en chef

27 novembre 2012
Ottawa (Canada)

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE (NON AUDITÉ)

(En millions de dollars canadiens)

	Au 30 septembre 2012	Au 31 décembre 2011
ACTIF		
Trésorerie et dépôts en monnaies étrangères	4,4	11,7
Prêts et créances		
Titres achetés dans le cadre de conventions de revente	-	1 447,7
Avances aux membres de l'Association canadienne des paiements	98,0	81,5
Autres créances	2,9	1,6
	100,9	1 530,8
Placements		
Bons du Trésor du gouvernement du Canada	19 180,0	18 545,6
Obligations du gouvernement du Canada	53 342,5	43 553,3
Autres placements	333,3	325,3
	72 855,8	62 424,2
Immobilisations corporelles (note 5)	183,7	176,6
Immobilisations incorporelles (note 6)	52,3	44,6
Autres éléments d'actif (note 7)	48,3	59,3
Total de l'actif	73 245,4	64 247,2
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Billets de banque en circulation	60 342,2	61 028,8
Dépôts (note 8)		
Gouvernement du Canada	10 380,5	1 512,5
Membres de l'Association canadienne des paiements	123,4	106,7
Autres dépôts	1 438,3	861,8
	11 942,2	2 481,0
Autres éléments de passif (note 9)	533,9	312,8
	72 818,3	63 822,6
Capitaux propres (note 11)	427,1	424,6
Total du passif et des capitaux propres	73 245,4	64 247,2

M. Carney, gouverneur

S. Vokey, CA, comptable en chef

(Voir les notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés.)

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DU RÉSULTAT GLOBAL (NON AUDITÉ)

(En millions de dollars canadiens)

	Pour la période de trois mois close le 30 septembre		Pour la période de neuf mois close le 30 septembre	
	2012	**2011**	**2012**	**2011**
PRODUITS				
Produits d'intérêts nets				
Produits d'intérêts				
Intérêts acquis sur les placements	**422,4**	401,5	**1 221,4**	1 212,8
Dividendes	**-**	-	**4,4**	4,3
Intérêts acquis sur les titres achetés dans le cadre de conventions de revente	**0,2**	0,1	**1,3**	1,1
Autres produits d'intérêts	**0,1**	0,1	**0,2**	0,2
	422,7	401,7	**1 227,3**	1 218,4
Charges d'intérêts				
Charges d'intérêts sur les dépôts	**(24,6)**	(5,8)	**(57,0)**	(16,6)
	398,1	395,9	**1 170,3**	1 201,8
Autres produits	**2,3**	2,3	**7,2**	6,9
Total des produits	**400,4**	398,2	**1 177,5**	1 208,7
CHARGES				
Frais de personnel	**41,5**	34,8	**130,6**	117,0
Billets de banque – Recherche, production et traitement	**30,8**	4,3	**68,1**	28,0
Entretien des immeubles	**6,6**	6,6	**19,0**	18,1
Technologie et télécommunications	**7,5**	7,6	**19,8**	17,8
Amortissements	**5,5**	4,3	**16,2**	12,9
Autres charges opérationnelles	**18,3**	19,1	**56,2**	57,0
Total des charges	**110,2**	76,7	**309,9**	250,8
RÉSULTAT NET	**290,2**	321,5	**867,6**	957,9
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL				
Variation de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	**(10,8)**	28,1	**2,5**	49,2
Pertes actuarielles	**(41,3)**	(93,8)	**(91,6)**	(93,8)
Autres éléments du résultat global	**(52,1)**	(65,7)	**(89,1)**	(44,6)
RÉSULTAT GLOBAL	**238,1**	255,8	**778,5**	913,3

(Voir les notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés.)

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES (NON AUDITÉ)

(En millions de dollars canadiens)

	Pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 30 septembre 2012						
	Capital social	Réserve légale	Réserve spéciale	Réserve disponible à la vente	Réserve pour gains actuariels	Résultats non distribués	Total
Solde au 1er juillet 2012	5,0	25,0	100,0	307,9	-	-	437,9
Résultat global pour la période							
Résultat net	-	-	-	-	-	290,2	290,2
Variation de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	(10,8)	-	-	(10,8)
Pertes actuarielles	-	-	-	-	-	(41,3)	(41,3)
	-	-	-	(10,8)	-	248,9	238,1
Transfert au Receveur général du Canada	-	-	-	-	-	(248,9)	(248,9)
Solde au 30 septembre 2012	5,0	25,0	100,0	297,1	-	-	427,1
Solde au 1er janvier 2012	5,0	25,0	100,0	294,6	-	-	424,6
Résultat global pour la période							
Résultat net	-	-	-	-	-	867,6	867,6
Variation de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	2,5	-	-	2,5
Pertes actuarielles	-	-	-	-	-	(91,6)	(91,6)
	-	-	-	2,5	-	776,0	778,5
Transfert au Receveur général du Canada	-	-	-	-	-	(776,0)	(776,0)
Solde au 30 septembre 2012	5,0	25,0	100,0	297,1	-	-	427,1

(Voir les notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés.)

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES (NON AUDITÉ)

(En millions de dollars canadiens)

	Pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 30 septembre 2011						
	Capital social	Réserve légale	Réserve spéciale	Réserve disponible à la vente	Réserve pour gains actuariels	Résultats non distribués	Total
Solde au 1er juillet 2011	5,0	25,0	100,0	292,1	14,1	-	436,2
Résultat global pour la période							
Résultat net	-	-	-	-	-	321,5	321,5
Variation de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	28,1	-	-	28,1
Pertes actuarielles	-	-	-	-	(14,1)	(79,7)	(93,8)
	-	-	-	28,1	(14,1)	241,8	255,8
Transfert au Receveur général du Canada	-	-	-	-	-	(241,8)	(241,8)
Solde au 30 septembre 2011	5,0	25,0	100,0	320,2	-	-	450,2
Solde au 1er janvier 2011	5,0	25,0	100,0	271,0	14,1	1,7	416,8
Résultat global pour la période							
Résultat net	-	-	-	-	-	957,9	957,9
Variation de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	49,2	-	-	49,2
Pertes actuarielles	-	-	-	-	(14,1)	(79,7)	(93,8)
	-	-	-	49,2	(14,1)	878,2	913,3
Transfert au Receveur général du Canada	-	-	-	-	-	(879,9)	(879,9)
Solde au 30 septembre 2011	5,0	25,0	100,0	320,2	-	-	450,2

(Voir les notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés.)

TABLEAU INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE (NON AUDITÉ)

(En millions de dollars canadiens)

	Pour la période de trois mois close le 30 septembre		Pour la période de neuf mois close le 30 septembre	
	2012	**2011**	**2012**	**2011**
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES OPÉRATIONNELLES				
Intérêts reçus	**203,7**	207,3	**1 071,9**	1 000,5
Dividendes reçus	**-**	4,3	**4,4**	4,3
Autres produits reçus	**3,2**	2,8	**5,7**	7,4
Intérêts versés	**(24,6)**	(5,8)	**(57,0)**	(16,6)
Sorties de trésorerie destinées aux membres du personnel ou pour leur compte et aux fournisseurs	**(108,2)**	(80,4)	**(325,8)**	(287,3)
Augmentation (diminution) nette des avances aux membres de l'Association canadienne des paiements	**(69,4)**	257,8	**(16,5)**	21,6
Augmentation nette des dépôts	**2 522,1**	551,5	**9 461,4**	225,2
Produit de l'arrivée à échéance de titres achetés dans le cadre de conventions de revente	**5 020,4**	3 774,1	**26 300,7**	6 759,5
Acquisition de titres achetés dans le cadre de conventions de revente	**(5 020,4)**	(3 774,1)	**(24 853,3)**	(4 698,1)
Remboursement de titres vendus dans le cadre de conventions de rachat	**-**	-	**-**	(764,8)
Produit de titres vendus dans le cadre de conventions de rachat	**-**	-	**-**	764,8
Entrées de trésorerie nettes liées aux activités opérationnelles	**2 526,8**	937,5	**11 591,5**	3 016,5
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT				
Diminution (augmentation) nette des bons du Trésor du gouvernement du Canada	**1 297,8**	562,2	**(654,3)**	3 514,0
Achat d'obligations du gouvernement du Canada	**(4 133,1)**	(2 960,6)	**(13 723,9)**	(10 330,2)
Produit de l'arrivée à échéance d'obligations du gouvernement du Canada	**843,3**	1 673,7	**4 100,4**	4 930,3
Entrées d'immobilisations corporelles	**(6,8)**	(8,6)	**(18,4)**	(13,9)
Entrées d'immobilisations incorporelles	**(3,6)**	(3,9)	**(12,6)**	(13,6)
Sorties de trésorerie nettes liées aux activités d'investissement	**(2 002,4)**	(737,2)	**(10 308,8)**	(1 913,4)
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES DE FINANCEMENT				
Augmentation (diminution) nette des billets de banque en circulation	**(303,1)**	124,7	**(686,6)**	(303,2)
Remise de l'excédent constaté au Receveur général du Canada	**(225,0)**	(325,0)	**(603,4)**	(801,1)
Sorties de trésorerie nettes liées aux activités de financement	**(528,1)**	(200,3)	**(1 290,0)**	(1 104,3)
EFFET DES VARIATIONS DES COURS DE CHANGE SUR LES DÉPÔTS EN MONNAIES ÉTRANGÈRES	**(0,2)**	0,4	**-**	0,4
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRESORERIE ET DES DÉPÔTS EN MONNAIES ÉTRANGÈRES	**(3,9)**	0,4	**(7,3)**	(0,8)
TRESORERIE ET DEPÔTS EN MONNAIES ETRANGERES AU DÉBUT DE LA PÉRIODE	**8,3**	3,5	**11,7**	4,7
TRÉSORERIE ET DÉPÔTS EN MONNAIES ÉTRANGÈRES À LA FIN DE LA PÉRIODE	**4,4**	3,9	**4,4**	3,9

(Voir les notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés.)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS NON AUDITÉS DE LA BANQUE DU CANADA

pour la période close le 30 septembre 2012

(Sauf indication contraire, les montants inscrits dans les notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés de la Banque du Canada sont exprimés en millions de dollars canadiens.)

1. Fonctions de la Banque du Canada

La Banque du Canada (la Banque) est la banque centrale du Canada. La Banque est une société régie par la *Loi sur la Banque du Canada*, elle appartient en propriété exclusive au gouvernement du Canada et est exonérée d'impôts sur le résultat. La Banque est une entreprise publique, selon la définition du *Manuel de comptabilité de l'ICCA pour le secteur public*, et, à ce titre, elle doit respecter les normes établies par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) s'appliquant aux entreprises ayant une obligation d'information du public.

Les responsabilités de la Banque sont axées sur la réalisation des objectifs suivants : un taux d'inflation bas et stable, la stabilité du système financier, une monnaie sûre et la gestion efficiente des fonds de l'État et de la dette publique. La Banque s'acquitte de ces responsabilités dans le cadre des grandes fonctions décrites ci-après.

Politique monétaire

La politique monétaire a pour objet de contribuer à la bonne tenue de l'économie et à l'amélioration du niveau de vie des Canadiens en maintenant l'inflation à un taux bas, stable et prévisible.

Système financier

Cette fonction vise la promotion de la fiabilité, de la solidité et de l'efficience du système financier au Canada et dans le monde.

Monnaie

La Banque conçoit, produit et distribue les billets de banque canadiens, veille à en décourager la contrefaçon en menant des recherches sur les éléments de sécurité, en informant le public et en travaillant en partenariat avec les organismes d'application de la loi, et détruit et remplace les billets usés.

Gestion financière

La Banque assure des services de gestion financière de haute qualité efficaces et efficients à titre d'agent financier du gouvernement du Canada, ainsi que pour son propre compte et pour celui d'autres clients.

2. Référentiel comptable

Les présents états financiers intermédiaires résumés ont été préparés selon la Norme comptable internationale 34 *Information financière intermédiaire* (IAS 34), telle qu'elle a été publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB), ainsi qu'à l'aide des méthodes comptables conformes aux Normes internationales d'information financière (IFRS) que la Banque a adoptées pour ses états financiers établis au 31 décembre 2011 et pour l'exercice clos à cette date. Les présents états financiers intermédiaires résumés ne renferment pas toutes les informations qui doivent être fournies dans les états financiers annuels complets. Les états financiers intermédiaires résumés et les notes complémentaires doivent être lus en se rapportant aux états financiers audités de la Banque pour l'exercice clos le 31 décembre 2011. Au besoin, les états financiers intermédiaires résumés comprennent des montants qui ont été établis d'après les estimations éclairées et les meilleurs jugements de la direction. Les résultats des activités pour la période intermédiaire présentée ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats qui sont attendus pour l'exercice.

Le Conseil d'administration a approuvé les états financiers intermédiaires résumés le 27 novembre 2012.

Base d'évaluation

Les états financiers intermédiaires résumés ont été établis selon la méthode du coût historique, sauf pour les actifs financiers disponibles à la vente, qui sont évalués à la juste valeur, et les actifs et obligations au titre des prestations définies, qui sont comptabilisés comme le solde net des actifs des régimes, majoré du coût des services passés non comptabilisé, et de la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies.

Estimations et jugements comptables importants dans l'application des méthodes comptables

Pour établir les états financiers intermédiaires résumés, la direction doit formuler des jugements et faire des estimations et des hypothèses, en se fondant sur les informations disponibles à la date des états financiers, qui ont une incidence sur l'application des méthodes comptables et le montant déclaré des actifs, des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Les estimations et les hypothèses qui les sous-tendent sont passées en revue de façon continue. Les révisions des estimations comptables sont constatées dans la période au cours de laquelle elles ont lieu et dans toutes les périodes ultérieures affectées. Ces estimations concernent principalement les régimes d'avantages du personnel et la juste valeur de certains instruments financiers et actifs reçus en garantie.

Caractère saisonnier

La valeur totale des billets de banque en circulation fluctue au cours de l'exercice en fonction de la demande saisonnière de billets. Les billets de banque en circulation sont à leur niveau le plus bas à la fin du premier trimestre, et atteignent un sommet au deuxième et au quatrième trimestre, aux alentours des périodes de vacances. Pendant les périodes de forte demande saisonnière, la Banque peut procéder à des opérations de pension à plus d'un jour afin de compenser l'augmentation du passif associé aux billets de banque en circulation.

Monnaie fonctionnelle et de présentation

La monnaie fonctionnelle et de présentation de la Banque est le dollar canadien.

Activités d'agent financier et activités de garde

La responsabilité de la gestion opérationnelle des actifs et passifs financiers du gouvernement du Canada est assumée conjointement par la Banque (à titre d'agent financier du gouvernement) et par le ministère des Finances. En sa qualité d'agent financier, la Banque fournit un soutien transactionnel et administratif au gouvernement du Canada dans certains domaines. Les actifs, les passifs, les dépenses et les revenus visés par ce soutien sont ceux du gouvernement du Canada et ne figurent pas dans les états financiers intermédiaires résumés de la Banque.

La Banque offre un service de garde de titres et d'or à d'autres banques centrales et à des organisations internationales. Les actifs correspondants et les produits en découlant sont exclus des présents états financiers intermédiaires résumés, puisqu'ils ne constituent pas des actifs ou des produits de la Banque.

3. Principales méthodes comptables

Les méthodes comptables sur lesquelles s'appuie l'établissement des états financiers intermédiaires résumés sont conformes à celles qui sont exposées dans les états financiers de la Banque pour l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Changements de méthodes comptables

IFRS 7

La Banque a adopté les modifications apportées à IFRS 7 *Instruments financiers : Informations à fournir* en date du 1er janvier 2012. IFRS 7 a été modifiée en octobre 2010 pour que soient fournies des informations complémentaires sur le transfert des actifs financiers, y compris les effets possibles de tout risque résiduel que l'entité cédante pourrait conserver. Ces modifications imposent de fournir

des informations sur les titres vendus dans le cadre de conventions de rachat et les opérations de prêt de titres de la Banque. Elles n'ont entraîné aucune incidence significative sur les états financiers intermédiaires résumés.

4. Instruments financiers

Les instruments financiers de la Banque comprennent la trésorerie et les dépôts en monnaies étrangères, les titres achetés dans le cadre de conventions de revente, les avances aux membres de l'Association canadienne des paiements (ACP), les autres créances, les placements (bons du Trésor du gouvernement du Canada, obligations du gouvernement du Canada et actions de la Banque des Règlements Internationaux (BRI)), les billets de banque en circulation, les dépôts et les autres éléments de passif (exclusion faite des obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi et des avantages à long terme).

La trésorerie et les dépôts en monnaies étrangères, les bons du Trésor du gouvernement du Canada et les actions de la BRI sont évalués à la juste valeur. Tous les autres instruments financiers sont évalués au coût amorti, selon la méthode du taux d'intérêt effectif, à l'exclusion des billets de banque en circulation, qui sont évalués à leur valeur nominale.

Le tableau suivant présente la valeur comptable et la juste valeur des actifs et passifs financiers.

	30 septembre 2012		31 décembre 2011	
	Valeur comptable	**Juste valeur**	**Valeur comptable**	**Juste valeur**
Actifs financiers				
Trésorerie et dépôts en monnaies étrangères	**4,4**	**4,4**	11,7	11,7
Titres achetés dans le cadre de conventions de revente	**-**	**-**	1 447,7	1 447,7
Avances aux membres de l'ACP	**98,0**	**98,0**	81,5	81,5
Autres créances	**2,9**	**2,9**	1,6	1,6
Bons du Trésor du gouvernement du Canada	**19 180,0**	**19 180,0**	18 545,6	18 545,6
Obligations du gouvernement du Canada	**53 342,5**	**58 111,9**	43 553,3	48 511,0
Autres placements	**333,3**	**333,3**	325,3	325,3
Total des actifs financiers	**72 961,1**	**77 730,5**	63 966,7	68 924,4
Passifs financiers				
Billets de banque en circulation	**60 342,2**	**60 342,2**	61 028,8	61 028,8
Dépôts	**11 942,2**	**11 942,2**	2 481,0	2 481,0
Autres passifs financiers	**312,1**	**312,1**	132,1	132,1
Total des passifs financiers	**72 596,5**	**72 596,5**	63 641,9	63 641,9

5. Immobilisations corporelles

	Terrains et constructions	Matériel informatique	Autre équipment	Total
2012				
Coût				
Soldes au 1er janvier 2012	**218,2**	**30,8**	**99,5**	**348,5**
Entrées	**15,0**	**2,4**	**1,0**	**18,4**
Sorties	**-**	**(2,0)**	**(2,7)**	**(4,7)**
Transferts dans d'autres catégories d'actifs	**3,1**	**-**	**(3,1)**	**-**
Soldes au 30 septembre 2012	**236,3**	**31,2**	**94,7**	**362,2**
Amortissement				
Soldes au 1er janvier 2012	**(85,1)**	**(12,1)**	**(74,7)**	**(171,9)**
Charge d'amortissement	**(5,7)**	**(2,8)**	**(2,8)**	**(11,3)**
Sorties	**-**	**2,0**	**2,7**	**4,7**
Soldes au 30 septembre 2012	**(90,8)**	**(12,9)**	**(74,8)**	**(178,5)**
Valeurs comptables				
Au 1er janvier 2012	**133,1**	**18,7**	**24,8**	**176,6**
Au 30 septembre 2012	**145,5**	**18,3**	**19,9**	**183,7**
Projets en cours en 2012				
Compris dans les valeurs comptables au 30 septembre 2012	**39,6**	**9,3**	**1,4**	**50,3**
Entrées en 2012	**15,0**	**1,5**	**0,9**	**17,4**
Engagements au 30 septembre 2012	**9,8**	**4,2**	**4,4**	**18,4**

Les projets en cours consistent principalement en des investissements de 39,6 millions de dollars dans le Programme d'amélioration de la continuité des opérations (31 décembre 2011 – 26,2 millions de dollars), de 5,4 millions de dollars dans le Programme de modernisation du siège (31 décembre 2011 – 4,9 millions de dollars) et de 2,0 millions de dollars dans le projet de modification des appareils de traitement des billets de banque (31 décembre 2011 – 1,0 million de dollars). Le Programme de transformation des systèmes de la Monnaie (31 décembre 2011 – 1,2 million de dollars) a été mis en œuvre en 2012 et retiré des projets en cours.

	Terrains et constructions	Matériel informatique	Autre équipement	Total
2011				
Coût				
Soldes au 1er janvier 2011	197,3	25,8	122,2	345,3
Entrées	21,1	10,2	4,9	36,2
Sorties	(0,2)	(5,2)	(27,6)	(33,0)
Soldes au 31 décembre 2011	218,2	30,8	99,5	348,5
Amortissement				
Soldes au 1er janvier 2011	(80,1)	(13,9)	(98,3)	(192,3)
Charge d'amortissement	(5,0)	(3,5)	(4,0)	(12,5)
Sorties	-	5,2	27,6	32,8
Soldes au 31 décembre 2011	(85,1)	(12,2)	(74,7)	(171,9)
Valeurs comptables				
Au 1er janvier 2011	117,2	11,9	23,9	153,0
Au 31 décembre 2011	133,1	18,6	24,8	176,6
Projets en cours en 2011				
Compris dans les valeurs comptables au 31 décembre 2011	25,1	12,3	4,6	42,0
Entrées en 2011	20,5	10,2	4,4	35,1
Engagements au 31 décembre 2011	0,6	0,3	-	0,9

6. Immobilisations incorporelles

	Logiciels développés en interne	Autres logiciels	Total
2012			
Coût			
Soldes au 1er janvier 2012	42,8	40,2	83,0
Entrées	-	12,6	12,6
Sorties	-	(0,6)	(0,6)
Soldes au 30 septembre 2012	42,8	52,2	95,0
Amortissement			
Soldes au 1er janvier 2012	(25,8)	(12,6)	(38,4)
Charge d'amortissement	(2,9)	(1,4)	(4,3)
Sorties	-	-	-
Soldes au 30 septembre 2012	(28,7)	(14,0)	(42,7)
Valeurs comptables			
Au 1er janvier 2012	17,0	27,6	44,6
Au 30 septembre 2012	14,1	38,2	52,3
Projets en cours en 2012			
Compris dans les valeurs comptables au 30 septembre 2012	-	28,0	28,0
Entrées en 2012	-	11,3	11,3
Engagements au 30 septembre 2012	-	0,3	0,3

Les projets en cours consistent principalement en des investissements de 18,9 millions de dollars dans le Programme sur les applications relatives aux adjudications et aux opérations sur les marchés (31 décembre 2011 – 11,2 millions de dollars), de 1,5 million de dollars dans le projet de modification des appareils de traitement des billets de banque (31 décembre 2011 – 1,5 million de dollars) et de 6,7 millions de dollars dans le volet « Gestion des données » de l'Environnement informatique destiné à l'analyse économique (31 décembre 2011 – 4,0 millions de dollars). Le Programme de transformation des systèmes de la Monnaie (31 décembre 2011 – 7,8 millions de dollars) a été mis en œuvre en 2012 et retiré des projets en cours.

	Logiciels développés en interne	Autres logiciels	Total
2011			
Coût			
Soldes au 1er janvier 2011	42,8	16,8	59,6
Entrées	-	23,5	23,5
Transferts vers d'autres catégories d'actifs	-	(0,1)	(0,1)
Soldes au 31 décembre 2011	42,8	40,2	83,0
Amortissement			
Soldes au 1er janvier 2011	(21,9)	(11,8)	(33,7)
Charge d'amortissement	(3,9)	(0,8)	(4,7)
Soldes au 31 décembre 2011	(25,8)	(12,6)	(38,4)
Valeurs comptables			
Au 1er janvier 2011	20,9	5,0	25,9
Au 31 décembre 2011	17,0	27,6	44,6
Projets en cours en 2011			
Compris dans les valeurs comptables au 31 décembre 2011	-	25,6	25,6
Entrées en 2011	-	23,5	23,5
Engagements au 31 décembre 2011	0,9	-	0,9

7. Autres éléments d'actif

	30 septembre 2012	31 décembre 2011
Actif au titre des prestations définies	-	31,4
Stocks	37,6	21,7
Tous les autres éléments d'actif	10,7	6,2
Total des autres éléments d'actif	48,3	59,3

8. Dépôts

Les éléments de passif inclus dans les dépôts sont constitués de 11 942,2 millions de dollars de dépôts à vue en dollars canadiens (2 481,0 millions de dollars au 31 décembre 2011). Les dépôts du gouvernement du Canada comprennent 2 380,5 millions de dollars pour les soldes de fonctionnement et 8 000 millions de dollars pour le plan de gestion de la liquidité prudentielle. La Banque verse sur les dépôts du gouvernement canadien, des banques et des autres institutions financières des intérêts calculés en fonction des taux du marché, et la charge d'intérêt sur les dépôts figure dans l'état du résultat global.

9. Autres éléments de passif

	30 septembre 2012	31 décembre 2011
Versement au Receveur général du Canada comptabilisé d'avance	**251,0**	78,4
Obligations au titre des prestations définies postérieures à l'emploi		
Régimes de pension	**37,1**	16,0
Autres régimes	**184,7**	164,7
Tous les autres éléments de passif	**61,1**	53,7
Total des autres éléments de passif	**533,9**	312,8

Le versement au Receveur général du Canada comptabilisé d'avance de 251 millions de dollars (31 décembre 2011 – 78,4 millions de dollars) est pris en compte dans le transfert de 776 millions de dollars au Receveur général pour la période de neuf mois présentée dans l'état des variations des capitaux propres (31 décembre 2011 – 1 067 millions de dollars). Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, une somme de 78,4 millions de dollars liée au résultat net de 2011 et une autre de 525 millions de dollars liée au résultat net de 2012 ont été versées au Receveur général (contre une somme de 126,1 millions de dollars liée au résultat net de 2010 et une autre de 675 millions de dollars liée au résultat net de 2011 versées au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2011).

10. Régimes d'avantages du personnel

Le tableau ci-dessous présente les charges relatives aux régimes d'avantages du personnel pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 30 septembre.

	Pour la période de trois mois close le 30 septembre		Pour la période de neuf mois close le 30 septembre	
	2012	2011	2012	2011
Régimes de pension	**3,4**	(0,7)	**9,2**	2,6
Autres régimes d'avantages du personnel	**3,7**	3,8	**11,1**	10,8
Total des régimes	**7,1**	3,1	**20,3**	13,4

Le tableau ci-dessous présente les cotisations aux régimes d'avantages du personnel pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 30 septembre.

	Régimes de pension (capitalisés)		Autres régimes (non capitalisés)	
	2012	2011	2012	2011
Pour la période de trois mois close le 30 septembre				
Cotisations de l'employeur	**9,9**	4,2	-	-
Cotisations des membres du personnel	**2,2**	2,4	-	-
Total des cotisations	**12,1**	6,6	-	-
Pour la période de neuf mois close le 30 septembre				
Cotisations de l'employeur	**31,7**	32,6	-	-
Cotisations des membres du personnel	**8,5**	7,2	-	-
Total des cotisations	**40,2**	39,8	-	-

La Banque réévalue les actifs et les passifs au titre de ses régimes d'avantages du personnel futurs pour les périodes intermédiaires. Au cours des périodes de trois et de neuf mois closes le 30 septembre 2012, la Banque a constaté une perte actuarielle de 41,3 millions de dollars et de 91,6 millions de dollars respectivement (30 septembre 2011 – 93,8 millions de dollars et 93,8 millions de dollars).

11. Capitaux propres

Les objectifs de la Banque concernant la gestion de son capital sont conformes à la *Loi sur la Banque du Canada* et n'ont pas changé par rapport à l'exercice précédent. À la date de clôture, il n'y avait pas d'autres exigences extérieures relatives au capital de l'institution.

Le tableau ci-dessous présente les éléments de capitaux propres :

	30 septembre 2012	31 décembre 2011
Capital social	**5,0**	5,0
Réserve légale	**25,0**	25,0
Réserve spéciale	**100,0**	100,0
Réserve disponible à la vente	**297,1**	294,6
Réserve pour gains actuariels	-	-
Résultats non distribués	-	-
	427,1	424,6

Capital social

La Banque a un capital autorisé de 5,0 millions de dollars divisé en 100 000 actions d'une valeur nominale de 50 dollars chacune. Les actions ont été payées intégralement et ont été émises au nom du ministre des Finances, qui les détient pour le compte du gouvernement du Canada.

Réserve légale

Des prélèvements sur le résultat net de la Banque ont été versés à la réserve légale jusqu'à ce que son solde atteigne, en 1955, le montant maximal prévu, soit 25,0 millions de dollars.

Réserve spéciale

La réserve spéciale a été créée en 2007 par suite d'une modification de la *Loi sur la Banque du Canada* visant à permettre à la Banque de compenser les éventuelles pertes de réévaluation non réalisées découlant de variations de la juste valeur de ses actifs disponibles à la vente. Le montant détenu dans la réserve spéciale fait régulièrement l'objet d'un examen, à l'aide d'une analyse de la valeur à risque et de simulations fondées sur des scénarios, et peut être modifié par résolution du Conseil d'administration. L'analyse de la valeur à risque est effectuée au moyen de données historiques afin d'estimer l'étendue maximale possible des pertes de réévaluation non réalisées liées au portefeuille de bons du Trésor de la Banque. Les simulations fondées sur des scénarios permettent d'évaluer l'incidence d'une hausse rapide des taux d'intérêt sur la valeur du portefeuille de bons du Trésor de la Banque. La réserve spéciale est assujettie à un plafond de 400 millions de dollars; une somme initiale de 100 millions de dollars y a été versée en septembre 2007.

Réserve disponible à la vente

La réserve disponible à la vente rend compte des variations cumulatives de la juste valeur du portefeuille d'actifs disponibles à la vente de la Banque, comme l'illustre le tableau ci-dessous.

	30 septembre 2012	31 décembre 2011
Bons du Trésor du gouvernement du Canada	1,8	7,4
Actions de la BRI	295,3	287,2
Réserve disponible à la vente	297,1	294,6

Réserve pour gains actuariels

La réserve pour gains actuariels a été établie le 1er janvier 2010 à une somme initiale de 119,7 millions de dollars pour couvrir les pertes actuarielles nettes et accumuler les gains actuariels nets liés aux régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies de la Banque.

	30 septembre 2012	31 décembre 2011
Réserve pour gains actuariels établie le 1er janvier 2010	119,7	119,7
Pertes actuarielles nettes cumulatives imputées à la réserve	(119,7)	(119,7)
Réserve pour gains actuariels	-	-

Résultats non distribués

Le résultat net de la Banque, déduction faite des sommes affectées aux réserves, est considéré comme un excédent constaté et est versé au Receveur général du Canada, conformément à l'exigence de l'article 27 de la *Loi sur la Banque du Canada*.

Conformément à un accord conclu avec le ministre des Finances, la Banque prélève sur les sommes versées au Receveur général et applique aux résultats non distribués un montant égal aux pertes non réalisées sur les actifs financiers disponibles à la vente, aux pertes actuarielles non réalisées sur les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi et aux autres pertes non réalisées ou hors trésorerie.

12. Parties liées

La Banque est liée, en propriété commune, à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Pour réaliser ses objectifs en matière de politique monétaire, la Banque maintient une position d'indépendance structurelle et fonctionnelle par rapport au gouvernement du Canada, grâce à sa capacité de financer ses propres activités sans aide de l'extérieur et à ses structures de gestion et de gouvernance.

Dans le cours normal de ses activités, la Banque conclut des transactions avec des parties liées, et les transactions et soldes significatifs figurent dans les présents états financiers. Ainsi que le permet l'exemption partielle accordée aux entités appartenant en propriété exclusive à une autorité publique, prévue dans la Norme comptable internationale 24 *Information relative aux parties liées* (IAS 24), la Banque n'a pas publié toutes les transactions qu'elle a conclues avec des entités liées à une autorité publique.

La Banque fournit au gouvernement du Canada des services de gestion financière et d'agent financier et des services bancaires, qui sont prescrits par la *Loi sur la Banque du Canada* et dont le coût n'est pas recouvré.